



ENTRETIEN AVEC VICTOR DA SILVA ANGELO

ancien Envoyé Spécial des NNUU pour le Tchad et la République Centre-Africaine, ainsi que pour le Sierra Leone, et ancien Représentant Résident du PNUD au Zimbabwe et dans d'autres pays

Cet ancien très haut fonctionnaire des Nations Unies, originaire du Portugal et d'abord notamment sociologue et démographe de formation, a passé la plus grande partie de sa carrière en Afrique. Après une brève description du Timor Oriental où il a effectué une mission de six mois, il passe en revue les conflits contemporains qui ont secoué et continuent de caractériser l'Afrique et donne des éléments de réponses pour trouver des solutions à ces conflits. Il continue de travailler comme consultant international spécialisé dans les questions de développement et sécurité. Tout en soulignant la complexité et la gravité des problèmes existants, il préfère conclure avec une note optimiste sur l'Afrique.

1. Le Timor Oriental -que vous connaissez bien aussi pour y avoir effectué une mission des Nations-Unies- a célébré récemment les dix ans de son indépendance et élu un nouveau président, qui a remplacé celui qui avait obtenu le Prix Nobel de la Paix. Quel est le bilan de cette décennie et comment voyez-vous ses perspectives?

Les élections présidentielles récentes, qui se sont déroulées d'une façon tout à fait acceptable, ont montré que le Timor oriental est sur la bonne voie. Ramos Horta, le président sortant, qui est aussi une personnalité internationalement reconnue, a passé le flambeau du pouvoir à l'ancien chef des armées, Taur Matan Ruak. L'élection de Ruak montre que la préoccupation des populations est maintenant centrée sur les questions internes, l'emploi des jeunes étant au premier plan des défis à résoudre, et moins sur la reconnaissance internationale du Timor oriental, qui est aujourd'hui acquise.

Il est vrai qu'il y a encore beaucoup à faire, en matière de consolidation des institutions de la gouvernance publique et de développement humain, mais il aussi vrai que le partenariat entre la communauté internationale et les autorités légitimes du Timor Oriental est un bon exemple de succès. Il a été construit sur des bases claires : un engagement soutenu, de long terme, des pays amis de Timor, sous la direction politique du Conseil de Sécurité des Nations Unies ; un transfert graduel de responsabilités aux autorités nationales ; un accent très fort sur les questions de bonne gouvernance, d'inclusion ethnique et politique, et la formation des cadres nationaux dans les domaines fondamentaux de la gestion de l'Etat, y compris la sécurité et la justice. Le défi est maintenant de s'assurer que le développement économique se construise sur des bases solides et durables et que les bénéfices de la croissance aient un impact sur le niveau de vie de tout le monde, d'une façon équitable et raisonnable. La question la plus immédiate concerne la transparence dans l'utilisation des ressources publiques, y compris celles du pétrole. Ceci veut dire qu'il faudra montrer une plus grande efficacité dans la lutte anti-corruption. La corruption est devenue un problème sérieux ces dernières années. De son côté, la communauté internationale ne doit pas considérer que la conclusion du mandat de la mission de maintien de la paix des Nations Unies, une mission qui vient à terme cette année-ci, veut dire que le Timor Oriental n'a plus besoin d'une attention soutenue. Il y a des fragilités politiques inhérentes à une société qui a vécu une crise nationale profonde, et qui a du mal à renouveler ses élites, qui demandent une attention continue des

amis du Timor Oriental. Quand on a connu une crise civile violente, dans le passé récent, il faut rester attentif. Mais, avant tout, optimiste.

2. Les missions de paix des NNUU ont souvent eu du succès pour mettre fin à des conflits sanglants, mais ont-elles contribué à éliminer les causes sous-jacentes des violences souvent extrêmes, par exemple au Sierra Leone, au Liberia, au Tchad etc.? Quelles sont les perspectives de state building, voire de consolidation de régimes à peu près démocratiques dans ces pays? Les problèmes structurels sous-jacents, comme la sécurité alimentaire, ont-ils une véritable solution en vue? Dans les cas du Sierra Leone et du Libéria, y a-t-il vraiment des Etats pacifiés aujourd'hui? La Côte d'Ivoire est-elle sortie vraiment de la crise qui l'a caractérisée depuis de longues années? Les bases socio-politiques et structurelles existent-elles pour éviter que les conflits du passé ne resurgissent?

Les Nations Unies ont commencé à intégrer la réponse aux causes profondes des crises dans le dessein des missions de maintien de la paix dès le début des années 2000. Je me souviens des discussions que nous avons eues vers 1998-9, entre cadres des Nations Unies, à New York, en tenant compte de la répétition des crises en Haïti, sur la nécessité d'aller au-delà d'une approche classique de cessation des hostilités et d'accords de paix, et d'envisager une réponse plus complète et plus longue, de façon à pouvoir nous attaquer aux questions de fonds, les vraies causes de conflit violent dans certains états. À cette époque, les mots clés étaient « the root causes of conflict ». Par la suite, l'approche intégrée a été adoptée, d'abord au Timor Oriental et ensuite au Sierra Leone. Ceci a conduit à des changements importants en matière de configuration des missions. L'architecture institutionnelle de la présence onusienne sur le terrain a été entièrement revue. Le coordonnateur résident des agences, qui est aussi le Représentant Résident du PNUD (Programme des NNUU pour le Développement), est devenu ainsi membre du leadership de la mission de maintien de la paix et a amené avec lui/elle la partie du système qui s'occupe des questions de développement institutionnel, en plus des dimensions économiques et sociales. Ceci a permis un alignement progressif des différentes interventions des NNUU, au niveau des pays en question, contribuant d'une manière significative à une plus grande cohérence des actions.

C'est aussi le moment où les NNUU ont placé les aspects de gouvernance au centre des préoccupations dans une situation après-crise. Par la suite, dans la foulée, les Etats membres de l'ONU ont décidé de créer l'architecture internationale de consolidation de la paix, avec l'établissement de la Commission pour la Construction de la Paix (PBC), son secrétariat technique, le Peacebuilding Support Office (PBSO) et son mécanisme financier, le Fonds pour la Construction de la Paix (PBF). Il est aussi devenu clair que la question du « peacebuilding » était plus large que le « state building ». Ce dernier est aujourd'hui l'un des aspects les plus importants de la construction de la paix, dans ses différentes composantes: élections et démocratisation; réforme du secteur sécuritaire; justice; transparence et responsabilité dans la gestion des affaires publiques, entre autres. Mais il n'est pas le seul domaine de préoccupation: le rôle de la société civile est aujourd'hui l'une des facettes centrales de tout programme de construction de la paix.

En ce qui concerne les pays mentionnés dans votre question, le point central est que la communauté internationale doit restée engagée dans ces pays, d'une façon stratégique et coordonnée, et appuyer les transformations structurelles qui sont fondamentales pour la consolidation de la paix. Chaque pays est à un stade différent du processus. Le Sierra Leone

est probablement celui qui est allé le plus loin en ce qui concerne le processus de construction de la paix. C'est également un cas d'école, un succès qu'il faudrait mieux étudier. Cependant, il ne faut pas oublier que tous ces pays ont connu des fractures très profondes, et très violentes, dans leur histoire récente. Ils gardent la mémoire de ces divisions meurtrières et restent, dans une large mesure, même si chaque cas est différent, très vulnérables.

3. En termes de quantité absolue de victimes, le pire exemple est certainement l'Est du Congo avec quelque cinq millions de morts au cours des conflits des années récentes. Quelles sont les causes profondes de ces conflits et que pourrait faire l'Europe pour aider à pacifier enfin cette région? Les richesses minières de cette région, notamment de matières premières rares et stratégiques, sont-elles une cause essentielle des conflits, et peut-on parler de complicités extérieures, européennes parmi elles, dans ces guerres qui n'en finissent pas? Les élections récentes peuvent-elles être un point de départ pour une stabilisation politique?

Les conflits violents à l'intérieur des Etats, que ce soit au Congo, au Soudan, ou ailleurs, ont un rapport très étroit avec le contrôle de ressources naturelles. Ceci est connu. Il faut cependant tenir compte de ce que l'enjeu est centré parfois sur des ressources de base, vitales pour la survie des populations, comme les questions de l'eau et des pâturages au Darfour. Il ne s'agit pas toujours de diamants, de l'or ou de coltan, et d'autres matières stratégiques, comme le pétrole.

En ce qui concerne le rôle de l'Europe, il est vrai que nous avons des liens historiques spéciaux avec la plupart de ces pays. Nous sommes, par conséquent, des acteurs importants dans ces régions. Il est aussi vrai que les matières premières stratégiques ont un poids considérable dans la prise de décisions, dans les différentes capitales européennes, en ce qui concerne nos priorités de politique extérieure. Il est très difficile, pour nos politiciens, de trouver un point d'équilibre entre les valeurs éthiques et les valeurs économiques et boursières. Il faut s'assurer que le débat sur les principes et l'ordre moral international ne soit mis de côté par des questions d'intérêt seulement économique. Puis il ne faut pas oublier, à ce stade, une autre question que je considère très centrale : quel est l'impact d'une présence grandissante et, à terme, déterminante, de la Chine sur l'évolution politique et économique de l'Afrique? Nous nous interrogeons de plus en plus sur cette nouvelle donne, tout en reconnaissant le poids de la Chine dans la scène internationale et ses besoins légitimes. Comme nous nous demandons aussi comment établir un rapport triangulaire constructif, et respectueux des valeurs et principes approuvés dans le cadre des conventions internationales, entre tous les partenaires potentiels : le pays hôte, l'Europe et la Chine. Ces questions doivent constituer l'avant-garde de la réflexion stratégique sur le développement humain et la résolution des conflits en Afrique.

4. Le Zimbabwe a été pendant longtemps considéré comme un exemple de réussite assez remarquable d'une décolonisation pourtant difficile, notamment du fait que le régime de Mugabe a su retenir les Blancs qui ailleurs, comme en Angola et au Mozambique, ont fui en masse les pays après l'indépendance. Qu'est-ce qui a mal marché par la suite pour que ce pays riche en ressources soit devenu un exemple de mauvaise gouvernance et d'appauvrissement désastreux? La Grande-Bretagne porte-t-elle une responsabilité partielle

ou même substantielle dans cette nette détérioration pour ne pas avoir accompli, paraît-il, ses engagements financiers pour le programme d'indemnisation des fermiers blancs?

J'ai beaucoup travaillé sur les questions du Zimbabwe. J'ai eu, dès le début de la crise en 2000, et durant les quatre années suivantes, des responsabilités politiques et opérationnelles de première ligne, en tant que Représentant Résident des NNUU dans le pays. J'ai aussi gardé le contact avec le pays depuis lors. À mon avis, la crise, qui a des contours historiques et politiques très complexes et aussi très émotionnels, que se soit en Afrique ou ailleurs, y compris à Londres, a un noyau central clair : la classe politique dirigeante a compris que son temps était révolu, qu'elle n'avait plus l'appui de la majorité des citoyens ; par conséquent, elle a essayé, dès le début, de garder le contrôle du pouvoir politique en utilisant tous les moyens imaginables, sauf ceux qui sont fondés sur le jeu démocratique.

Ceux qui croient que la crise zimbabwéenne a beaucoup à voir avec le fait que la Grande-Bretagne n'a pas respecté ses engagements financiers concernant la réforme agraire et l'accès à la terre par les populations noires ont une vision simpliste de la crise. Pour Mugabe, ce qui comptait avant tout était le contrôle du pouvoir politique. Une fois menacé, il a tout fait pour ne pas lâcher.

J'ai suivi de très près les élections générales de 2002, par exemple. Si ces élections avaient suivi les procédures qui caractérisent une consultation démocratique et transparente, le gouvernement aurait essuyé une défaite encore plus importante que celle qu'il a connu au moment du referendum de 1999. Et le pays aurait pris une autre direction. Face à la fraude généralisée et évidente, la communauté internationale n'a pas su prendre ses responsabilités, elle s'est montrée totalement divisée. L'Europe, qui avait une position unie, était cependant isolée. Elle n'avait pas su établir des liens politiques suffisamment forts avec la communauté des Etats de l'Afrique australe (SADC) et trouver une plateforme commune d'entente sur le Zimbabwe. Or ceci aurait pu être un facteur décisif, à ce moment-là, pour une transformation démocratique du pays. A l'époque j'étais un de ceux qui défendaient que l'Europe devrait avoir un envoyé spécial pour le SADC, avec un agenda très précis en ce qui concernait la situation à Harare. Cela n'a pas été fait. Même aujourd'hui, en tenant compte de l'importance stratégique de l'Afrique australe, on pourrait encore envisager la création d'une telle mission d'envoyé spécial pour la région. L'agenda serait certainement différent de celui qui aurait dû être approuvé il y a dix ans, mais les rapports avec la région demandent une vision cohérente et intégrée, capable de traiter les dynamiques régionales dans un cadre plus vaste que les relations de l'UE avec chacun des pays de la SADC.

5. Les ex colonies portugaises, sauf São Tomé et le Cap Vert, ont connu de longues guerres civiles et des situations extrêmement difficiles. Quelle est aujourd'hui la situation économique et sociale réelle de l'Angola, qui attire de nombreux Portugais tentés par les salaires élevés que permet de payer sa richesse pétrolière, ou du Mozambique qui semble également jouer à présent de conditions économiques et de perspectives favorables? Et que peut-on dire de la Guinée-Bissau, qui semble sombrer dans le chaos et devenir à une base locale de trafiquants de drogue sud-américains qui utilisent son territoire comme voie de transit vers l'Europe?

Chaque pays a suivi son chemin, en tenant compte des conditions politiques internes, de sa propre histoire et son positionnement géopolitique. Il serait inapproprié de mettre tout le

monde dans le même sac, car chaque pays se trouve à moment très différent de l'histoire, de la construction démocratique et de son processus de développement. Sans oublier qu'il y a des tensions entre ces anciennes colonies, parfois latentes parfois ouvertes, mais que l'on essaie de ne pas évoquer tout haut.

Le cas le plus complexe, et aussi, le plus préoccupant, est celui de Guinée-Bissau. Cet Etat est une ruine institutionnelle. Il représente, également, un défi pour la communauté internationale, voire même, un exemple de faillite en ce qui concerne l'action des différents acteurs extérieurs. Nous devons mieux coordonner nos objectifs stratégiques, travailler plus étroitement avec la région, par le biais de la communauté des Etats de l'Afrique de l'ouest, la CEDEAO. Il faudra, surtout, avoir la même compréhension des causes profondes du chaos guinéen et nous mettre d'accord sur les points d'entrée fondamentaux, qui pourront contribuer d'une façon déterminante pour la transformation, la stabilité et la démocratie. Une approche manichéenne, qui mettrait les bons d'un côté et les « golpistas » (responsables de coups d'Etat) de l'autre ne nous amène pas très loin. Il faut aussi comprendre l'urgence du défi. La criminalité organisée, y compris les trafiquants de drogues sud-américains, savent mettre à leur profit les Etats en faillite. Mais pas seulement eux. Les extrémistes religieux et les pirates aussi. Les risques sont énormes, ainsi que leur impact sur les intérêts stratégiques de l'Europe, sans oublier les aspirations de la population guinéenne, qui souhaite vivre en paix et bénéficier du progrès économique et social, dans le cadre d'un état démocratique et capable de protéger leurs droits.

Sommes-nous en mesure de comprendre les enjeux ? Ou, sommes-nous prêts à reconnaître l'importance de ce qui se prépare en Guinée et dans la région ? La « stratégie pour le Sahel », qui vient d'être adoptée ici à Bruxelles, est-elle vraiment stratégique ? Ceci est un débat qui reste à faire, au-delà des cercles bureaucratiques.

6. L'Afrique du Sud a réussi une fin pacifique de l'apartheid, qui semblait presque impossible il y a un quart de siècle. Mais beaucoup de Blancs trouvent qu'il n'y a plus pour eux d'avenir dans ce pays, la criminalité est l'une des plus élevées du monde et les conflits sous-jacents entre Blancs et Noirs ne semblent pas avoir vraiment terminé, comme l'ont montré les récentes tensions au sein du parti gouvernemental. Peut-on encore être optimiste sur l'avenir de ce pays?

L'Afrique du Sud est, à la fois, un pays très sophistiqué, avec une économie et une culture politique de pointe, et une société très inégale, pleine de contradictions et de conflits profonds, qui sont le résultat des inégalités sociales et d'une conscience collective qui reste largement marquée par l'apartheid. Il faut savoir gérer ces lignes de fracture avec beaucoup de sagesse et un grand courage politique. Il faut que la classe politique sud-africaine ait du courage et continue de suivre la voie tracée par Nelson Mandela. Ce n'est pas facile, car le populisme, en Afrique du Sud comme ailleurs, y compris chez nous, reste une grande tentation. Mais c'est la seule façon d'éviter l'approfondissement des fractures sociales et l'explosion des conflits. Il faut garantir l'indépendance des institutions, la séparation des pouvoirs, le bon fonctionnement du système judiciaire. Dans l'ensemble, je dirais que l'on peut rester optimiste. Et que l'Europe doit approfondir son partenariat avec ce pays.

7. La Somalie est toujours marquée par la lutte contre la piraterie et l'anarchie intérieure. Le financement et l'engagement des troupes de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) et de leurs alliés somaliens et régionaux, qui combattent les groupes islamistes Al-Chabab, semblent plutôt incertains. La participation pour les seules Nations Unies devrait passer de 300 millions à 550 millions de dollars par an. Pour le moment, c'est l'Union Européenne qui paie les soldes des troupes du Gouvernement fédéral de transition (TFG), sur une ligne de crédit de 130 millions d'euros qui prendra fin en 2013. Les pays du Golfe et la Turquie sont invités à prendre le relais d'une Europe plongée dans la crise, alors que les effectifs de l'AMISOM devraient augmenter d'environ 5.000 hommes pour dépasser les 17.000. Quelles perspectives ce pays déchiré peut-il avoir à moyen et à long terme? Comment aider les Somaliens à retrouver quelque chose comme un ordre politico-social à peu près cohérent et sans la piraterie qui aujourd'hui lui fournit un peu d'argent dont elle a vraiment besoin? La Somalie peut-elle redevenir un Etat qui fonctionne plus ou moins "normalement"? Quelle est la responsabilité des flottes de pêches européennes et autres dans l'appauvrissement des eaux territoriales, qui a sans doute contribué à l'essor de la piraterie, ou encore du déversement de déchets toxiques sur les côtes somaliennes par des pays industriels?

Les causes profondes de la crise somalienne sont connues. Les responsabilités de tout le monde, y compris les nôtres, sont également claires. La question fondamentale reste cependant sans réponse : quel avenir pour la Somalie ? Cette question doit tenir en compte, tout d'abord, que le futur du pays doit être bâti par sa propre population. Les interventions étrangères ne peuvent que venir en appui d'un effort national crédible et porteur d'espoir. C'est cette dynamique qui est toujours manquante. Dans cette perspective, les interventions en cours n'auront pas d'impact durable tant qu'elles seront basées sur une base nationale fragile et peu représentative. Pour le moment, il est très difficile d'être optimiste sur le futur du pays. Par conséquent, en attendant une clarification interne et un sursaut national, il faut se limiter aux actions en cours, en particulier la lutte contre la piraterie, qui correspond à un de nos intérêts vitaux, au vue de l'importance du corridor maritime en question. Il faut aussi repenser la raison d'être de l'AMISOM et, si nécessaire, élargir sa base d'appui.

8. La Libye a été notamment aussi un pays tampon pour arrêter les flux de migrants sub-sahariens vers l'Europe. Le régime de Khadafi éliminé, quelles sont les perspectives pour ces Africains dont le nombre est estimé à un million, aujourd'hui cible de graves violences dans le pays pour complicités passées supposées (ou réelles) avec Khadafi et menacés d'expulsion sans ménagement? Quelles sont les conséquences socio-économiques déjà constatées dans certains pays voisins comme le Mali des événements de Libye?

Il faut être clair dans notre appui à la transformation démocratique en Libye. La Libye d'aujourd'hui est sur une meilleure voie qu'il y a un an à peine. Il faut le dire sans ambiguïté, même si on ajoute qu'il y a encore beaucoup à faire, en ce qui concerne la mise en place d'un Etat démocratique et respectueux de la loi internationale.

J'ai eu à travailler avec l'administration de Kadhafi dans le passé récent et je peux dire que c'était une aberration en matière de gouvernance et un régime imprévisible, étrange, parfois même très exotique, et surtout, certainement, dangereux. Ceux qui, en Europe, ont essayé de construire des alliances tactiques avec le Colonel n'ont pas tenu compte du fait que Tripoli pouvait souffler le chaud et le froid en même temps, ce qui rendait la Libye un

partenaire en qui on ne pouvait pas confier. Seule la naïveté politique ou l'opportunisme aveugle peuvent expliquer le changement dans l'état des relations diplomatiques entre certains pays européens et la Libye de Kadhafi.

Il est vrai que les événements en Libye ont envoyé des ondes de choc dans la région. Le cas du Mali est le plus dramatique, avec le renforcement des milices dans le nord du pays et, par la suite, la perte de contrôle par Bamako de la zone de Azawad. Mais il faudrait ajouter que le Mali était déjà en crise, l'administration de l'Etat était de plus en plus faible, y compris au niveau des forces de défense et de sécurité. Les militaires n'étaient plus qu'une institution nominale, sans moyens, ni entraînement ni encadrement. L'Europe doit considérer le cas du Mali comme prioritaire, car le pays est vu comme un symbole de ce qui peut se passer ailleurs dans la région. Pour cela, le premier pas passe par la nomination d'un représentant européen à Bamako qui soit capable, par son expérience et par sa personnalité, de jouer un rôle politique qui soit accepté par tous les acteurs.

D'autres pays ont su répondre plus efficacement à la prolifération d'hommes armés dans la région. Le Niger, par exemple, a pu compter sur la coopération militaire avec le Maroc. Le Tchad, d'un autre côté, avait su, entretemps, entreprendre une réforme effective de ses forces armées, ce qui le rend moins vulnérable. Surtout que cette réforme a pu se faire au même temps que le processus de rapprochement avec le Soudan avait lieu, ce qui a permis à N'Djaména de concentrer une partie importante de ses effectifs dans des zones proches de la frontière avec la Libye, en particulier dans la zone du nord-est.

Le Sahel reste cependant une zone de grande instabilité. Les actions d'AQMI et leurs liens avec les fondamentalistes au Nigéria restent des motifs de grande préoccupation, surtout à un moment où les Etats de la région sont confrontés à une sécheresse dévastatrice et à une dégradation accélérée de leur capacité administrative et sécuritaire. A mon avis, l'UE doit revoir toute sa politique dans la région et repenser sérieusement sa stratégie pour le Sahel. La « stratégie » actuelle ne met pas suffisamment l'accent sur les questions liées au renforcement des capacités des Etats à gérer leur territoires nationaux ni aux aspects sécuritaires. Elle reste trop axée sur le développement, dans un sens traditionnel, sans tenir compte des énormes changements politiques et sociaux que les pays de la région ont connu ces dernières années.

9. Le Soudan du Sud pourra-t-il devenir un pays viable? Quelles recettes peut-on suggérer à ce pays, menacé dans sa propre survie par des conflits internes et avec le Soudan dont il s'est séparé, peu après sa naissance comme Etat indépendant où tout reste à faire? D'autre part, ce "mauvais exemple" d'une révision de frontières ne risque-t-il pas de donner des idées à d'autres forces centrifuges au Congo, au Tchad etc., le fameux "effet domino"? Plus généralement, du Sud-Soudan au Cambodge, d'Haïti à l'Afghanistan, en passant par le Liberia, le Rwanda, la Somalie, le Liban, l'Irak, la Palestine, la Libye, les experts en « state building » s'affairent auprès d'États « faillis », « en crise », récemment « libérés » ou nouveaux-nés (Soudan du Sud). Côté face, une intention humanitaire : aider des pays déchirés à se doter rapidement d'institutions capables de garantir la paix et le respect des droits de base de leur population. Côté pile, des enjeux économiques et géopolitiques mal cachés, et aussi une doctrine sécuritaire, les zones de « non-droit » étant perçues comme les foyers des grandes menaces du présent (terrorisme, pandémies, vagues d'immigration, criminalité, etc.); les doter d'institutions « souveraines » devient donc motif légitime d'ingérence aux yeux de la communauté internationale...

A la demande du NUIPI, l'Institut Norvégien pour les questions internationales, je viens d'écrire un long rapport sur le Soudan du Sud et l'impact de son indépendance sur ses voisins, qui constituent l'une des régions les plus fragiles d'Afrique. Je voudrais citer trois paragraphes de mon étude, qui touchent aux questions que vous soulevez :

« South Sudan struggles to establish itself as a sovereign nation in a region of Africa defined by extraordinary fragility. The challenges of independence for South Sudan are shaped by three strategic issues. First, as in the north, it is urgent to find a solution to the outstanding CPA issues. The most urgent of these issues are related to the oil revenue, border demarcation and Abyei. Second, South Sudan is confronted with the imperative of building a stable and prosperous state based on a coherent and inclusive national identity. Among a host of urgent and overwhelming tasks related to building South Sudan as a nation state, the country must: resolve its internal conflicts; undertake a comprehensive approach to creating an effective, credible and professional security sector; and better enable a truly representative form of government, at the central and state levels. The third strategic issue bears on the country's external relations, which should focus on cooperation with its immediate neighbours, especially Sudan, and with key donors.

The post-conflict processes related to demobilization, disarmament and re-integration, as well as (national) reconciliation have to be properly planned for by the South Sudanese government, with the support of the international community. At present, implementation of these types of activities remains largely ad hoc. State and nation building in South Sudan therefore require a comprehensive conflict management package to help establish lasting peace and reconciliation within the country. The transformation of the SPLA into a modern professional army should also be an integral part of the post-conflict stabilisation strategy. However this is a major and complex undertaking that requires considerable resources and a carefully planned programme, including close attention to issues of timing, and the need for a gradual and well-balanced approach. Otherwise there is a risk that the process will become volatile and negatively impact on already complex security and conflict dynamics. Importantly, civil society should be effectively included in this process.

South Sudan and its key development partners could envisage linking up the current phase of national construction to the UN Peace Building Commission (PBC). The PBC could support the key nation-building processes, such as those related to inter and intra-communal conflict resolution, the administration of justice and security sector reform. The PBC could also play a role in relation to keeping the international community focused on assisting, in a coordinated manner, the most pressing institutional needs of the new state. Of all possible cases, South Sudan is best suited for inclusion in the mandate of the PBC.”

10. Pour terminer sur une note plus optimiste sur l'Afrique: comment un pays pratiquement dépourvu de ressources naturelles comme le Cap-Vert a-t-il pu largement éliminer la misère de jadis et établir un Etat démocratique qui fonctionne? Comment l'île Maurice, très densément peuplée et trop dépendante du sucre, a-t-elle réussi assez bien sa diversification économique et la coexistence pacifique entre les composantes ethniques fort

diverses de sa population? L'Afrique, dans son ensemble, doit elle inspirer du pessimisme ou les réalités de fond permettent-elles aussi de porter un regard raisonnablement optimiste sur son avenir?

On doit avoir une perspective optimiste pour l'Afrique. Il faut combattre l'image qui persiste en Europe que l'Afrique est le continent de la misère et des conflits. Mais, il faut également revoir la question du développement, repenser les théories, être plus stratégique, lier davantage le développement aux investissements privés, y compris ceux qui viennent de Chine et d'Inde. Les questions du développement doivent regagner le centre de l'agenda international. Et les engagements pris, lors des réunions du G8 par exemple, doivent être honorés. Les objectifs de développement du millénaire doivent continuer de servir de cap.

En termes de résultats, outre le Cap-Vert et Maurice, il y a d'autres pays qui ont réussi à surmonter les difficultés et à entamer un processus de croissance. Je pense à la Tanzanie, au Ghana, au Mozambique, entre autres, sans oublier l'Afrique du Sud et le Botswana. Je crois aussi qu'il faudrait tenir compte du processus de reconstruction nationale suivi par le Rwanda, après le traumatisme profond de 1994.

Mais, il faut être réaliste aussi. L'Afrique continuera à faire face à des défis énormes. Elle devra prendre ses responsabilités à fond et en même temps compter sur la solidarité de la communauté internationale. Il y a, d'un côté, la croissance démographique, qui reste très importante. Quand je suis arrivé en Afrique, à la fin des années 1970, il y avait 380 millions d'habitants sur le continent. Aujourd'hui, nous avons un milliard de personnes. Dans une trentaine d'années, l'Afrique pourra atteindre un chiffre proche des 3 milliards. La pression sur les ressources naturelles, l'eau en particulier, sera énorme, dans beaucoup de pays. Il y a aussi tout un ensemble de questions liées à la faiblesse des Etats et des institutions de gouvernance, y compris des problèmes très sérieux de gestion économique, d'administration de justice, de capacité en matière de sécurité et d'efficacité dans la lutte contre la corruption. Va-t-on laisser ces problèmes écraser l'espoir dans le futur ?

E-mail de Victor Angelo: j.v.angelo@gmail.com

COMMENTAIRES BIENVENUS - COMMENTS WELCOME !!